

Monsieur Pierre DINICHERT
Juge d'Instruction
Palais de Justice
Place du Bourg de Four
1204 - GENEVE

EM/MI

9 janvier 1981

Concerne : mort de Monsieur Alain URBAN

Monsieur le Juge d'Instruction,

Je fais suite à mes lettres des 1er et 18 décembre 1980, auxquelles je n'ai reçu aucune réponse de votre part.

Votre silence inquiète à juste titre mes mandants, lesquels sont scandalisés de n'avoir pas été consultés dans le cadre de la procédure et de n'avoir pas été entendus, ni même informés. Croyez bien qu'il n'y a là aucune paranoïa de leur part, même si bien des membres de l'ADUPSY sont usagers de la psychiatrie.

Je renouvelle une fois de plus ma demande en requérant de pouvoir consulter le rapport d'autopsie. Ce document est-il donc si explicite et conforme à ce que nous avons exposé précédemment pour qu'on tarde tant à nous le montrer ?

Vous m'aviez par ailleurs déclaré qu'une fois le rapport d'autopsie déposé, votre volonté était de procéder par expertise. A ce sujet, mes mandants font les remarques suivantes

1 -

La mort d'Alain URBAN et la détermination de ses causes, notamment l'établissement des fautes médicales graves qui l'ont provoquée impliquent objectivement une appréciation d'ordre psychiatrique et d'ordre pharmacologique.

./.

Au plan subjectif, il faut relever que le Professeur TISSOT n'a pas seulement une formation de psychiatre. Celle-ci lui est même catégoriquement contestée par beaucoup de personnes compétentes.

En revanche, le Professeur TISSOT a une formation de neurologue et, du fait de ses travaux scientifiques, est réputé comme un spécialiste averti des médicaments utilisés en matière de soins psychiatriques.

Dans ces conditions, il est indispensable qu'un expert au moins, que vous désignerez, soit un pharmacologue.

2 -

Nous attirons votre attention sur la lettre publiée par la "Tribune de Genève" du 25 juillet 1980 (pièce ci-annexée) et émanant des responsables d'hôpitaux psychiatriques romands. Cette lettre se veut une réponse et une information, à la suite de l'émotion ressentie dans l'opinion publique du fait de la mort d'Alain URBAN.

Elle tend à minimiser systématiquement les graves problèmes posés par la mort d'Alain. Ainsi, elle laisse entendre qu'il s'agit d'une mort imprévisible et inexpliquée. Elle déclare qu'il s'agissait non pas d'une cure de sommeil, mais d'une "cure de détente", ce qui est radicalement faux, puisqu'à Bel-Air, la Direction, les médecins et les autres soignants ont toujours parlé de "cure de sommeil" à propos du traitement d'Alain.

On ne saurait d'ailleurs parler de "cure de détente" à propos d'un traitement médicamenteux aussi massif.

Cette lettre justifie le fait que le consentement d'Alain n'ait pas été sollicité avant la cure de sommeil. Elle justifie enfin l'odieux placement en cellule d'isolement dont Alain a été la victime.

Les Drs Michel GUGGISBERG (à Ferreux), Michel de MEURON (à Préfargier), Christian MULLER (à Cery), Maurice REMY (à Marsens), Jean-Ray BELET (à Malevoz), Edouard VAN LECKWYCK (à Prangins), Georges SCHNEIDER (à Yverdon) et Ralph WINTERLER (initiateur et rédacteur de la lettre, à Ferreux) ont donc manifestement déjà donné leur opinion, (d'ailleurs partielle), dans cette affaire, en ne s'informant qu'auprès de la

Direction de Bel-Air. Ils ne sauraient en conséquence être désignés comme experts.

*Van Le Dr Harutyun (à Bellelay) n'a en effet pas contre-signé la lettre litigieuse et je ne l'inclus donc pas dans la liste des experts, dont la désignation est exclue.

3 -

Mes mandants estiment qu'il convient que trois experts soient désignés dont un psychiatre et un pharmacologue. Au surplus, ils considèrent qu'au moins un des experts doit être désigné sur suggestion de toutes les parties civiles.

Nous suggérons quant à nous les experts suivants :

Pharmacologue :

- Professeur Jacques DIEZI, Ponfilet 89, La Conversion.

Ce pharmacologue travaille à l'Institut de pharmacologie de l'Université de Lausanne.

Psychiatres :

- Dr Claude MIEVILLE, responsable de la Clinique du Nant à Corsier-sur-Vevey.

Il s'agit de l'ancien président de la Société suisse de psychiatrie et de l'actuel vice-président de cette association.

- Professeur Konrad SCHILY, Tankenhaus, Beckweg 4
5804 HERDECKE (R.F.A.)

- Dr Emmanuel URWITZ, Forchstrasse 391, 8008 ZURICH

Ce psychiatre a été désigné comme expert, à répétées reprises, par des Tribunaux en Suisse allemande.

Je vous ferai parvenir par un prochain courrier l'opinion de mes mandants quant à la mission d'expertise.

./.

Ultérieurement, mais dans les meilleurs délais possible, vous voudrez bien me faire parvenir le nom des experts ainsi que la mission d'expertise conformément à l'art. 65, al. 3 CPP.

Veillez croire, Monsieur le Juge d'Instruction, à l'expression de mes sentiments dévoués.

Nils de DARDEL

annexe : copie lettre "Tribune de Genève" du
25 juillet 1980.